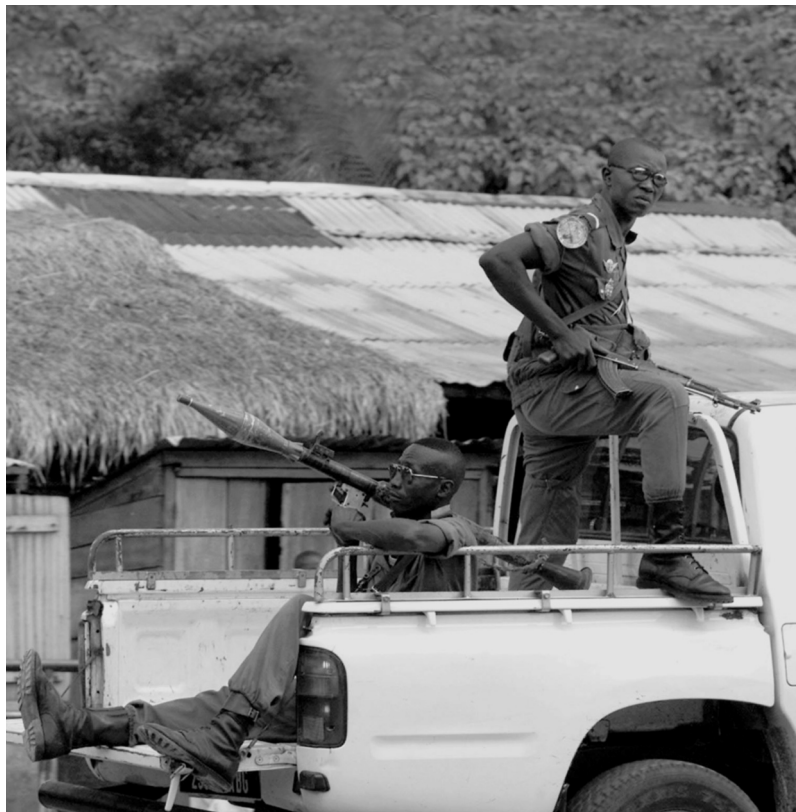


La République centrafricaine: UNE ETUDE DE CAS SUR LES ARMES ET LES CONFLITS

Au cours des dix dernières années, la République centrafricaine a accueilli quatre opérations internationales de maintien de la paix, et a vu ses voisins sombrer dans des conflits qui ont fait les gros titres des journaux. Pourtant, ce pays a été relativement peu étudié. L'intérêt de ce chapitre va bien au-delà du pays enclavé et en crise qui en est le sujet. Il remet en question nombre de préjugés largement répandus sur la réforme du secteur de sécurité qui ont des implications pour l'ensemble du continent et au-delà. Il fournit également un contexte plus riche permettant d'acquérir une meilleure compréhension des menaces pour la paix et la sécurité qui persistent dans toute la région. Il souligne enfin les liens qui existent entre les différents conflits et la manière dont, si l'on y prête pas attention, les progrès réalisés dans un pays peuvent entraver ceux réalisés dans un autre.

La République centrafricaine, pays s'étalant sur 623.000 mètres carrés (un peu plus que le Portugal et l'Espagne réunis), a traversé des moments difficiles et a connu de nombreux bouleversements depuis que cette ancienne colonie française a acquis son indépendance en 1960. Ses 3,9 millions d'habitants comptent parmi les plus pauvres du monde. Quatre coups d'état s'y sont succédés, le dernier datant du 15 mars 2003, lorsque l'ancien Chef d'état-major des armées François Bozizé a renversé le président Ange-Félix Patassé.



Des soldats fidèles au gouvernement centrafricain en patrouille près de Bangui en novembre 2002, peu de temps après que le président Ange-Félix Patassé eut écrasé une insurrection avec l'aide de combattants recrutés en Libye et en République Démocratique du Congo.

© Christine Nesbitt/AP Photos

Carte 11.1 La République centrafricaine et ses voisins



Cette étude souligne les liens qui existent entre les différents conflits et la manière dont, si l'on y prête pas attention, les progrès réalisés dans un pays peuvent entraver ceux réalisés dans un autre.

Jusqu'en 1982, les armes légères n'ont pas joué un grand rôle dans les vicissitudes qu'a connues la République centrafricaine. Ce n'est qu'à partir de cette date, après l'échec d'un coup d'état, que des acteurs non étatiques ont commencé à prendre livraison d'armes en provenance de l'étranger. Le changement de gouvernement au Tchad en 1982 a également eu d'importantes répercussions pour la République centrafricaine, telles que le passage de sa frontière par des soldats.

Les années 1980 et le début des années 1990 ont vu plusieurs tentatives (suspectées ou avérées) de coups d'état, ainsi que des actes de violence de relativement faible ampleur impliquant des factions insatisfaites de la population et les Forces armées centrafricaines (FACA). La situation s'est gravement détériorée en 1996, lorsque des éléments des FACA se sont mutinés, mutinerie qui a connu son point d'orgue lors du pillage du plus grand dépôt d'armes du pays à la caserne de Kassai, dans la capitale, Bangui.

En 1997, suite au renversement du président du Zaïre, Mobutu Sese Seko, des milliers d'armes supplémentaires ont inondé la République centrafricaine. Le même phénomène s'est reproduit deux ans plus tard, lorsque le Mouvement de Libération du Congo (MLC), groupe rebelle mené par Jean-Pierre Bemba et soutenu par l'Ouganda, a vaincu les Forces armées congolaises (FAC) de Laurent Désiré Kabila, le successeur de Mobutu. En 2002 et 2003, des armes supplémentaires sont encore entrées en République centrafricaine par le Tchad, qui appuyait la campagne militaire du général Bozizé.

Ce chapitre fait le point sur les événements entre 1996 et 2003 qui ont amoindri la capacité de l'Etat à contrôler la circulation des armes parmi sa population, et ont permis un afflux important d'armes dans une grande partie du pays. Tous ces événements ont créé une menace aiguë pour la sécurité nationale, le respect du droit et l'ordre.

Ce chapitre examine la disponibilité et la répartition des armes légères en République centrafricaine, étudie les flux et le trafic d'armes légères, évalue les conséquences de l'utilisation et de la disponibilité en armes légères, et analyse les différentes initiatives de désarmement entreprises ces dernières années en République centrafricaine.

Les principales conclusions sont les suivantes:

- Les éléments armés en République centrafricaine ont une puissance de feu largement supérieure à celle des forces gouvernementales (à l'exception de la garde présidentielle), qui ne sont pas préparées à leur faire face.
- Le gouvernement, qui affirme que 50.000 armes légères échappant à sa maîtrise circulent dans le pays, sous-estime peut-être l'ampleur du problème.
- Les multiplicateurs permettant d'évaluer les stocks d'armes des Forces Armées Centrafricaines sont extrêmement bas, et ce depuis longtemps. Cela signifie que les calculs passés relatifs à la détention d'armes légères par les Etats dans toute l'Afrique sont peut-être largement inférieurs aux estimations actuelles.
- Les opérations de maintien de la paix n'ont pas constitué une source importante d'armes.
- Si des Etats voisins ont fourni des armes aux forces gouvernementales et aux rebelles qui cherchaient à renverser le pouvoir, les types de matériels transférés ont été relativement limités et ne comprenaient pas de missiles sol-air.
- Non seulement des acteurs non étatiques reçoivent du matériel et d'autres formes de soutien de la part de gouvernements, mais ils peuvent également jouer un rôle essentiel en apportant leur concours aux autorités étatiques reconnues.
- Si le nombre de morts et de blessés par arme à feu en République centrafricaine peut sembler relativement peu élevé si on le compare à celui d'autres zones de conflit dans la région, le pays souffre grandement des effets économiques et psychologiques de l'utilisation et de la disponibilité des armes légères.
- Les programmes de récupération des armes en République centrafricaine ont été conçus et mis en œuvre de manière médiocre ; ils ont été bien moins réussis qu'on a pu le dire, et d'aucuns considèrent qu'ils ont contribué à saper la sécurité nationale.

La plupart des initiatives de désarmement n'ont jusqu'à ce jour servi qu'à gaspiller de l'argent, les armes étant remises en circulation plutôt que retirées du circuit. A certains égards, les initiatives de désarmement ont exacerbé les tensions dans la population, car la sélectivité apparente avec laquelle elles ont été mises en œuvre a aiguisé les différends entre ses diverses composantes. Le désarmement représente toujours une entreprise de la plus grande importance, qui mérite de recevoir le soutien de la communauté internationale ; il doit néanmoins être conçu et mis en œuvre de manière plus compétente. Les futures initiatives devraient cibler les nombreux groupes armés que Patassé a créés, les Zaraguinas tchadiens et les Libérateurs de Bozizé ; elles devraient également se focaliser sur la collecte des fusils d'assaut et autres armes légères du même type plutôt que sur les archaïques fusils à verrou. Enfin, les armes et munitions collectées doivent être détruites.

Les conclusions de l'étude devraient aider les responsables politiques à concevoir de nouveaux programmes de désarmement, démobilisation et réintégration, ainsi que de réforme du secteur de sécurité en République centrafricaine et au-delà.

Les programmes de récupération des armes en République centrafricaine ont été conçus et mis en œuvre de manière médiocre.

La République centrafricaine est aujourd'hui un baril de poudre, mais il existe toujours un espoir que les tensions puissent être désamorçées.